

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum van de ondertekening ervan.

Art. 3. De minister-president van de Vlaamse Regering, bevoegd voor het algemeen regeringsbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2023.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
J. JAMBON

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2023/43326]

23 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 octobre 2019 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret spécial du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes, article 21.

Formalités

La formalité suivante a été remplie :

- L'Inspection des Finances a rendu un avis le 16 juin 2023.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le ministre-président du Gouvernement flamand.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. L'article 2, § 2, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 octobre 2019 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, est complété par un point 6^o, rédigé comme suit :

« 6^o Par dérogation à l'article 6, § 1er, 2^o et à l'article 6, § 2, 13^o, le ministre-président du Gouvernement flamand est compétent pour l'administration et la supervision de la cellule EventFlanders au sein de Visit Flanders, en ce qui concerne le projet 'Flanders Technology and Innovation'. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 3. Le ministre-président du Gouvernement flamand, ayant la politique générale du gouvernement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/42216]

13 AVRIL 2023. — Décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1^o Administration : la Direction générale chargée de l'Enseignement supérieur au sein du ministère de la Communauté française;

2^o CECRL : Cadre européen commun de référence pour les langues : Apprendre, enseigner, évaluer publié par le Conseil de l'Europe en 2001;

3^o Code : code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

4^o décret du 20 décembre 2001 : décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

5^o décret du 7 novembre 2013 : décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

6^o décret du 11 avril 2014 : décret du 11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

7^o épreuve : partie orale ou écrite de l'examen linguistique;

8^o établissements d'enseignement artistique : écoles supérieures des arts telles que visées par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique et établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit tels que visés par le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

9° examens F1, F2, F3, F4 : examens de niveaux distincts de connaissance (fonctionnelle, suffisante ou approfondie) de la langue française tels que visés à l'article 4;

10° examen linguistique : ensemble constitué au maximum de deux épreuves visant à évaluer les compétences linguistiques d'un candidat et défini par un niveau à atteindre au regard des niveaux communs de référence du CECRL;

11° jour ouvrable : tous les jours autres que les jours fériés légaux, dimanches et samedis.

12° jury : jury chargé d'organiser les examens linguistiques, tel que visé à l'article 3;

13° langue de l'enseignement : langue telle que visée à l'article 4 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement;

14° loi du 30 juillet 1963 : loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement;

15° niveau de l'épreuve : niveau de compétences linguistiques à atteindre pour réussir une épreuve définie au regard des niveaux communs de référence du CECRL;

16° personnel administratif, directeur et enseignant : personnel tel que visé à l'article 13 de la loi du 30 juillet 1963;

17° sections ALL2, ANG2, NDL2 : sections du jury chargé d'organiser l'examen de connaissance approfondie de la langue allemande, anglaise ou néerlandaise, pour enseigner l'une de ces langues comme seconde langue dans l'enseignement primaire telles que visées à l'article 5;

18° sections ALL1, ANG1, NDL1 : sections du jury chargé d'organiser l'examen de connaissance approfondie de la langue allemande, anglaise ou néerlandaise, en vue d'exercer une fonction en qualité de membre du personnel chargé de cours en immersion telles que visées à l'article 6;

19° titre de capacité : titre tel que visé par le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, par le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, par le décret du 20 décembre 2001 et par le décret du 11 avril 2014 précités.

Art. 2. L'emploi des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 14 octobre 2021 relatif au renforcement de la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre et aux bonnes pratiques non discriminatoires quant au genre dans le cadre des communications officielles ou formelles.

CHAPITRE II. — *Objet*

Art. 3. Il est institué trois jurys auprès de l'Administration en vue de satisfaire aux obligations en matière linguistique dans l'Enseignement en Communauté française :

1° le jury chargé d'organiser l'examen de connaissance fonctionnelle, suffisante ou approfondie de la langue française tel que visé à l'article 4;

2° le jury chargé d'organiser l'examen de connaissance approfondie de la langue allemande, anglaise ou néerlandaise, pour enseigner l'une de ces langues comme seconde langue dans l'enseignement primaire tel que visé à l'article 5;

3° le jury chargé d'organiser l'examen de connaissance approfondie de la langue allemande, anglaise ou néerlandaise, en vue d'exercer une fonction en qualité de membre du personnel chargé de cours en immersion tel que visé à l'article 6.

À défaut de spécification en sens contraire, toutes les dispositions du présent décret visent les trois jurys.

Art. 4. § 1^{er}. Le jury en charge des examens de connaissance fonctionnelle, suffisante ou approfondie de la langue française organise lesdits examens. Ce jury organise quatre examens de niveaux distincts conformément aux tableaux repris aux paragraphes 3, 4 et 5 du présent article.

§ 2. Ce jury est prévu à l'intention :

1° des porteurs de titre de capacité permettant d'exercer une fonction en qualité de membre du personnel directeur, enseignant et administratif dans les établissements d'enseignement visés à l'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1963 ;

2° des personnes non visées au 1°, mais qui exercent une fonction en qualité de membre du personnel directeur, enseignant et administratif dans les établissements d'enseignement visés à l'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1963.

§ 3. Le présent tableau fixe pour l'examen de connaissance fonctionnelle de la langue française destiné aux enseignants chargés de cours dans la langue d'immersion :

- le sigle de l'examen ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve écrite ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve orale.

Sigle de l'examen	Niveau de l'épreuve écrite	Niveau de l'épreuve orale
F1	Sans objet	B1

§ 4. Le présent tableau fixe pour l'examen de connaissance suffisante de la langue française destiné aux professeurs des cours artistiques dans un établissement d'enseignement artistique et aux professeurs de langue moderne autre que le français :

- le sigle de l'examen ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve écrite ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve orale.

Sigle de l'examen	Niveau de l'épreuve écrite	Niveau de l'épreuve orale
F2	B1	B2

§ 5. Le présent tableau fixe pour chaque examen de connaissance approfondie de la langue française destiné aux membres du personnel administratif ou aux membres du personnel directeur, ou aux membres du personnel enseignant autres que ceux visés aux § 3 et 4 :

- le sigle de l'examen ;

- la fonction visée ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve écrite ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve orale.

Sigle de l'examen	Fonction visée	Niveau de l'épreuve écrite	Niveau de l'épreuve orale
F3	Membre du personnel administratif	B2	B2
F4	Membre du personnel directeur ou enseignant	C1	C1

§ 6. Est exempté de présenter l'examen de connaissance fonctionnelle, suffisante ou approfondie de la langue française, celui qui possède un titre tel que respectivement repris à l'article 15, §§ 1^{er}, 2 et 3, de la loi du 30 juillet 1963.

Art. 5. § 1^{er}. Le jury en charge de l'examen de connaissance approfondie d'une langue enseignée comme seconde langue dans l'enseignement primaire organise ledit examen.

Ce jury comporte trois sections :

- 1° la section de langue allemande ;
- 2° la section de langue anglaise ;
- 3° la section de langue néerlandaise.

§ 2. Ce jury est prévu à l'intention :

- des porteurs de titre de capacité pour l'exercice des fonctions de maître de seconde langue dans l'enseignement primaire où l'enseignement d'une seconde langue est légalement obligatoire ;
- des membres du personnel enseignant recrutés pour exercer ces fonctions ;
- des étudiants inscrits en dernière année des études menant au grade académique de bachelier: instituteur primaire.

§ 3. Le présent tableau fixe pour chaque section de ce jury :

- le sigle de la section ;
- la fonction visée ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve écrite ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve orale.

Sigle de la section	Fonction visée	Niveau de l'épreuve écrite	Niveau de l'épreuve orale
ALL2	Maitre de seconde langue - langue allemande	B1	B2
ANG2	Maitre de seconde langue - langue anglaise	B1	B2
NLD2	Maitre de seconde langue - langue néerlandaise	B1	B2

§ 4. Est exempté de présenter l'examen de connaissance approfondie de la seconde langue dans l'enseignement primaire, celui qui possède un titre tel que repris à l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1963.

Art. 6. § 1^{er}. Le jury en charge de l'examen de connaissance approfondie d'une langue d'enseignement en immersion organise ledit examen.

Ce jury comporte trois sections :

- 1° la section de langue allemande ;
- 2° la section de langue anglaise ;
- 3° la section de langue néerlandaise.

§ 2. Ce jury est prévu à l'intention des chargés de cours en langue d'immersion et de toute personne désireuse de faire la preuve de sa connaissance approfondie d'une des langues d'enseignement en immersion.

§ 3. Le présent tableau fixe pour chaque section de ce jury :

- le sigle de la section ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve écrite ;
- le niveau du CECRL de l'épreuve orale.

Sigle de la section	Niveau de l'épreuve écrite	Niveau de l'épreuve orale
ALL1	C1	C1
ANG1	C1	C1
NLD2	C1	C1

§ 4. Est exempté de présenter l'examen de connaissance approfondie d'une langue d'enseignement en immersion, celui qui possède :

1° un titre de capacité tel que visé à l'article 1^{er}, 19°, du présent décret délivré dans la langue de l'immersion, pour exercer la fonction de chargé de cours en immersion linguistique ;

2° un titre étranger délivré dans la langue de l'immersion, ayant fait l'objet d'une décision d'équivalence au titre visé au 1° du présent article en application du décret du 7 novembre 2013 ou d'un dispositif légal antérieur, ou ayant fait l'objet d'une décision portant reconnaissance professionnelle de titres de formation pour l'exercice de la fonction

en application du décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française, ou d'un dispositif légal antérieur ;

3° un certificat d'enseignement secondaire supérieur ou tout autre titre de niveau bachelier ou master délivré en Belgique dans la langue de l'immersion ou un titre étranger ayant fait l'objet d'une décision d'équivalence au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion ;

4° un certificat de connaissance approfondie de la langue néerlandaise délivré par la Communauté flamande pour les cours en immersion en langue néerlandaise ;

5° un certificat de connaissance approfondie de la langue allemande délivré par la Communauté germanophone pour les cours en immersion en langue allemande ;

6° une attestation de réussite de l'unité d'enseignement telle que définie à l'article 13 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale et correspondant à un niveau « approfondi » d'acquisition des compétences en langues, classée dans le domaine des langues, lettres et traductologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1, s'il est détenteur d'un titre requis pour la fonction correspondante ;

7° une attestation de réussite de l'unité d'enseignement telle que définie à l'article 13 du décret du 16 avril 1991 précité et correspondant à un niveau « avancé » d'acquisition des compétences en langues, classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, s'il est détenteur d'un titre suffisant ou de pénurie pour la fonction correspondante ;

8° un master en langues et lettres modernes tel que visé dans le décret du 7 novembre 2013 ou en application d'un dispositif légal antérieur, ainsi que toute variante de ce grade académique, telle que définie à l'article 2, § 1^{er}, 19°, du décret du 11 avril 2014, ayant dans leurs appariements une des langues d'immersion prévues à l'article 1.8.3-3, alinéa 1, 1°, du Code ;

9° un master en traduction ou un master en interprétation tel que visé dans le décret du 7 novembre 2013 ou en application d'un dispositif légal antérieur, ainsi que toute variante de ces grades académiques, telle que définie à l'article 2, § 1^{er}, 19°, du décret du 11 avril 2014, ayant dans leurs appariements une des langues d'immersion prévues à l'article 1.8.3-3, alinéa 1, 1°, du Code ;

10° un master en enseignement section 4 : langues modernes, dans une des langues d'immersion prévues à l'article 1.8.3-3, alinéa 1, 1°, du Code, tel que visé à l'annexe II du décret du 7 novembre 2013 ou en application d'un dispositif légal antérieur ;

11° un master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 à orientation linguistique en néerlandais ou allemand ou anglais, tel que visé à l'annexe II du décret du 7 novembre 2013 précité ou en application d'un dispositif légal antérieur ;

12° une attestation de réussite délivrée par le SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale - qui atteste la connaissance de l'allemand, de l'anglais ou du néerlandais, au niveau C1 du CECRL au moins ;

13° un diplôme, un certificat ou une attestation de réussite délivré par tout organe reconnu par une des Communautés de Belgique, qui atteste la connaissance de l'allemand, de l'anglais ou du néerlandais au niveau C1 du CECRL au moins ;

14° un diplôme ou un certificat ou une attestation de réussite qui certifie la connaissance de l'allemand, de l'anglais ou du néerlandais au niveau C1 du CERCL, au moins, délivré :

- pour l'allemand, par le Goethe-Institut ;
- pour l'anglais, par le Cambridge Assessment English ou le British Council ;
- pour le néerlandais, par les centres d'examens agréés organisant le Certificaat Nederlands als Vreemde Taal (CNaVT) sous l'égide de la Nederlandse Taalunie.

TITRE II. — DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I^{er}. — Des examens linguistiques et de leurs modalités

Art. 7. L'Administration est chargée de publier l'appel à candidats au *Moniteur belge*, au moins une fois par année scolaire ou académique, pour chaque examen linguistique.

L'appel à candidats contient :

1° les modalités pratiques de l'examen linguistique concerné, en ce compris la procédure d'inscription et la possibilité d'aménagements raisonnables de l'examen linguistique, conformément à l'article 3, 9°, du décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination ;

2° les compétences évaluées ainsi que les conditions de réussite de l'examen linguistique.

Art. 8. Le montant des droits d'inscription de chaque examen linguistique est fixé à 25 euros.

Art. 9. Chaque examen linguistique se déroule exclusivement dans la langue soumise à évaluation.

Art. 10. § 1^{er}. Pour les examens linguistiques F2, F3, F4, tels que visés à l'article 4, §§ 4 et 5, pour les examens des sections ALL 1, ANG 1, NDL 1 tels que visés à l'article 6, § 3 ainsi que pour les examens des sections ALL 2, ANG 2 et NDL 2 tels que visés à l'article 5, § 3, cinq compétences sont évaluées via une épreuve écrite et une épreuve orale :

- 1° compréhension de l'oral ;
- 2° compréhension de l'écrit ;
- 3° production orale ;
- 4° interaction orale ;
- 5° production écrite.

§ 2. Pour l'examen F1 tel que visé à l'article 4, § 3, trois compétences sont évaluées via une épreuve orale :

- 1° compréhension de l'écrit ;
- 2° production orale ;
- 3° interaction orale.

Art. 11. Chaque candidat est évalué par deux membres du jury pour l'épreuve écrite, s'il échec, et par au moins deux membres du jury pour l'épreuve orale.

Art. 12. § 1^{er}. Les épreuves écrites sont d'une durée maximale de trois heures.

§ 2. Les épreuves orales sont d'une durée maximale de 30 minutes.

Art. 13. § 1^{er}. Les épreuves orales sont publiques. Le public ne peut, en aucune manière, perturber leur bon déroulement en interagissant avec les membres du jury ou avec les candidats.

§ 2. La publicité des épreuves écrites implique que les copies corrigées peuvent être consultées par le candidat, sur simple demande adressée au secrétaire du jury.

Art. 14. § 1^{er}. Pour réussir l'examen linguistique, le candidat doit atteindre, pour chaque épreuve, le niveau fixé dans les tableaux repris :

- à l'article 4, § 3, 4 et 5, pour les examens F1, F2, F3 et F4 ;
- à l'article 5, § 3, pour l'examen des sections ALL2, ANG2, NLD2 ;
- à l'article 6, § 3, pour l'examen des sections ALL1, ANG1, NLD1.

§ 2. Un candidat ne doit plus présenter l'épreuve réussie lors d'une session organisée antérieurement.

Art. 15. Le résultat de l'examen linguistique et, le cas échéant, le certificat de réussite est communiqué par envoi recommandé par le président du jury, dans un délai maximum de 30 jours ouvrables qui suivent la date de la délibération.

Art. 16. Le gouvernement arrête le modèle du certificat de réussite pour chaque jury.

CHAPITRE II. — Des modalités des jurys

Section 1^{re}. — Du président

Sous-section 1^{re}. — Durée du mandat et qualité

Art. 17. § 1^{er}. Chaque jury est doté d'un président et d'un président suppléant.

§ 2. Le gouvernement désigne le président et le président suppléant pour une période de quatre ans renouvelable.

Toutefois, lorsque les mandats viennent à expiration au cours d'une session d'examens linguistiques, ils sont prorogés d'office jusqu'au trentième jour ouvrable après la délibération.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat du président, le président suppléant assure la présidence jusqu'à la désignation d'un nouveau président.

§ 3. Le président et son suppléant sont choisis parmi les membres du personnel de l'Administration titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur de deuxième cycle.

Sous-section 2. — Mission et devoir d'impartialité

Art. 18. Le président a pour mission de :

- 1° fixer la date des épreuves et des réunions de chaque jury ;
- 2° convoquer les membres ainsi que les candidats ;
- 3° veiller à la régularité des opérations ;
- 4° prendre toutes les dispositions utiles en vue de l'organisation des épreuves ;
- 5° présider les délibérations sans prendre part au vote sauf dans le cas visé à l'article 30 ;
- 6° communiquer les résultats de chaque examen linguistique conformément à l'article 15.

Art. 19. Le président ne peut assister à la délibération lorsque le candidat :

- 1° est un conjoint, un cohabitant, un parent ou allié jusque et y compris le quatrième degré ;
- 2° bénéficie de la part du président, d'un enseignement sous quelque forme que ce soit ;
- 3° entretient avec le président, au sein de l'Administration, un lien professionnel.

Si le président se trouve dans un des cas visés à l'alinéa précédent, il est remplacé par son suppléant. Si celui-ci ne peut siéger, il est remplacé par le plus âgé des membres présents.

Section 2. — Des membres

Sous-section 1^{re}. — Nombre, durée du mandat et qualité

Art. 20. Chaque jury comprend au moins douze membres.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la section ALL2 chargée d'organiser l'examen de connaissance d'une langue enseignée comme seconde langue dans l'enseignement primaire tel que visé à l'article 5 ainsi que la section ALL1 du jury chargé d'organiser l'examen de connaissance d'une langue de l'enseignement en immersion tel que visé à l'article 6 comprennent au moins six membres.

Art. 21. Le gouvernement nomme les membres de chaque jury pour une période de quatre ans, renouvelable.

Toutefois, lorsque les mandats viennent à expiration au cours d'une session d'examens linguistiques, ils sont prorogés d'office jusqu'au trentième jour ouvrable après la délibération.

Art. 22. Les membres doivent être ou avoir été membres du personnel directeur ou enseignant.

Les membres doivent être porteurs d'un titre requis ou d'un titre suffisant pour exercer une fonction de membre du personnel enseignant qui enseigne la langue ou dans la langue de l'examen linguistique.

Sous-section 2. — Mission et devoir d'impartialité

Art. 23. § 1^{er}. Les membres ont pour mission de :

- 1° participer à la préparation des épreuves, notamment en choisissant les documents et supports utilisés ;
- 2° faire passer les épreuves aux candidats et compléter les grilles d'évaluation appropriées ;
- 3° transmettre les notes et les grilles d'évaluation au secrétaire ;
- 4° participer aux délibérations.

§ 2. Aucun membre ne peut faire subir une épreuve, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à quelque décision que ce soit lorsque le candidat :

- 1° est un conjoint, un cohabitant, un parent ou allié jusque et y compris le quatrième degré ;
- 2° bénéficie de la part de ce membre, d'un enseignement sous quelque forme que ce soit ;
- 3° entretient avec le membre, au sein d'un même établissement, un lien professionnel.

Sous-section 3. — Frais de séjour, frais de parcours et indemnité de vacation

Art. 24. Les membres bénéficient :

1° d'une indemnité pour frais de séjour, s'il échet, conformément à l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

2° d'une indemnité pour frais de parcours, s'il échet, conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours ;

3° d'une indemnité de vacation s'élevant à 50 euros par journée.

Section 3. — Du secrétaire

Sous-section 1^{re}. — Durée du mandat et qualité

Art. 25. § 1^{er}. Chaque jury est doté d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant.

§ 2. Le gouvernement désigne le secrétaire pour une période de deux ans, renouvelable.

Le secrétaire est choisi parmi les membres du personnel enseignant de l'enseignement secondaire. Il bénéficie à cet effet d'un congé pour mission.

§ 3. Le gouvernement désigne le secrétaire suppléant pour une période de quatre ans renouvelable.

Toutefois, lorsque le mandat vient à expiration au cours d'une session d'examens linguistiques, il est prorogé d'office jusqu'au trentième jour ouvrable après la délibération.

Le secrétaire suppléant est choisi parmi les membres du personnel de l'Administration, titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur de premier cycle au moins.

Art. 26. En cas de vacance du secrétaire avant l'expiration d'un mandat, le secrétaire suppléant assure la charge du secrétaire jusqu'à la désignation d'un nouveau secrétaire.

Sous-section 2. — Missions

Art. 27. Le secrétaire a pour missions de :

1° rédiger les instructions portant sur les modalités d'organisation des épreuves ainsi que sur les modalités d'inscription à celles-ci ;

2° rédiger et faire publier les appels à candidats ;

3° gérer les candidatures ;

4° préparer et organiser les examens et les délibérations ;

5° clôturer les sessions ;

6° assister le président dans ses missions telles que visées à l'article 18, 1°, 2°, 3°, 4° et 6°;

7° communiquer les compétences évaluées ainsi que les conditions de réussite des examens linguistiques conformément à ce qui est prévu aux articles 9 à 14.

Section 4. — Du quorum de présence, de décision et du mode de délibération des jurys

Art. 28. Chaque jury ne peut délibérer valablement qu'à condition :

1° que le président soit présent, sans préjudice de l'article 19 ;

2° que la majorité des membres ayant participé aux épreuves soient présents.

Art. 29. Chaque jury délibère à huis clos sur l'ensemble des épreuves présentées par chacun des candidats, ainsi que sur toute question soumise par le président ou par un membre.

Art. 30. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est requise.

Les procès-verbaux des délibérations sont signés par le président, le secrétaire et les membres présents. Ils sont conservés à l'Administration pendant 30 ans.

Section 5. — Du règlement d'ordre intérieur

Art. 31. Chaque jury peut adopter son règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE III. — Du traitement des données à caractère personnel

Art. 32. § 1^{er}. L'Administration est responsable du traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

§ 2. L'Administration collecte, encode et traite les données visées au § 3. Les données sont traitées aux fins de :

1° traiter l'inscription à un examen linguistique du candidat ;

2° examiner la recevabilité et la complétude de l'inscription ;

3° identifier le candidat qui s'inscrit ;

4° communiquer toute information utile au candidat, par courrier postal, par courriel et par téléphone (notamment, les instructions relatives à l'examen, les résultats de celui-ci et en cas de réussite, le certificat) ;

§ 3. Les données traitées sont des données à caractère personnel du candidat, nécessaires à l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, telles que les données d'identification du candidat, les données de contact de celui-ci et les données relatives à son ou ses diplôme(s), à savoir : le nom, le prénom, l'adresse postale, la date et le lieu de naissance, le numéro de téléphone, l'adresse courriel ainsi que les données relatives aux titres détenus par les candidats.

§ 4. Les personnes concernées par la collecte des données sont les personnes telles que visées aux articles 4, § 2, 5, § 2, ou 6, § 2, du présent décret.

§ 5. Les données des personnes sont conservées pendant cinq ans à dater de l'introduction de la demande, à l'exception des procès-verbaux des délibérations visés à l'article 30 du présent décret.

§ 6. Les catégories de données visées au paragraphe 3 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

TITRE III. — DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modificatives

Art. 33. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}.- La présente loi est applicable :

1° à l'enseignement maternel ;

2° à l'enseignement primaire ;

3° à l'enseignement secondaire ;

4° à l'enseignement supérieur non universitaire ;

5° aux établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

6° aux centres psycho-médico-sociaux ;

7° aux internats et homes d'accueil.».

Art. 34. Dans la même loi, il est inséré un article 3*bis* rédigé comme suit :

«Article 3 bis.- Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° connaissance approfondie de la langue française : niveaux de compétences linguistiques B2 et C1 tels que visés à l'article 4, § 5, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique ;

2° connaissance suffisante de la langue française : niveaux de compétences linguistiques B1 et B2 tels que visés à l'article 4, § 4, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique ;

3° connaissance fonctionnelle de la langue française : niveau de compétences linguistiques B1 tel que visé à l'article 4, § 3, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique ;

4° connaissance approfondie de la seconde langue : niveaux de compétences linguistiques B1 et B2 tels que visés à l'article 5, § 3, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique.».

Art. 35. L'article 13, alinéa 2, de la même loi, tel que modifié par le décret du 28 mars 2019, est remplacé par ce qui suit : « Pour les professeurs de langues modernes, autres que la langue de l'enseignement et pour les professeurs des cours artistiques dans un établissement d'enseignement artistique, qui sont en possession du titre de capacité au sens de l'article 1^{er}, 19° du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique, la preuve de la connaissance suffisante de la langue de l'enseignement suffit. ».

Art. 36. L'article 15 de la même loi, tel que modifié par le décret du 28 mars 2019, est remplacé par ce qui suit :

«Article 15. - § 1^{er}. Un candidat fournit la preuve de sa connaissance approfondie de la langue française ou de la seconde langue, selon le cas :

1° s'il a obtenu dans cette langue le diplôme qui est à la base de son recrutement ;

2° ou s'il a obtenu dans cette langue le certificat d'enseignement secondaire supérieur ;

3° ou s'il a obtenu dans cette langue un diplôme de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier, de master ou de doctorat en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ou en application d'un dispositif légal antérieur ;

4° ou s'il a obtenu dans cette langue un titre pédagogique habilitant à enseigner dans l'enseignement secondaire ou dans l'enseignement secondaire à horaire réduit ;

5° ou s'il produit un certificat constatant qu'il a réussi un examen sur la connaissance approfondie de cette langue devant un jury institué par le décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique ;

6° ou s'il a obtenu une attestation de réussite délivrée par le SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale - qui atteste la connaissance de cette langue au niveau requis et défini au regard du Cadre européen commun de référence pour les langues, tel que visé à l'article 4, § 5, ou à l'article 5, § 3, selon le cas, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique, au moins ;

7° ou s'il a obtenu un diplôme, un certificat ou une attestation de réussite délivré par tout organe reconnu par une des Communautés de Belgique, qui atteste la connaissance de cette langue au niveau requis et défini au regard du Cadre européen commun de référence pour les langues, tel que visé à l'article 4, § 5, ou à l'article 5, selon le cas, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique, au moins ;

8° ou s'il a obtenu un diplôme, un certificat ou une attestation de réussite qui atteste la connaissance de cette langue au niveau requis et défini au regard du Cadre européen commun de référence pour les langues, tel que visé à l'article 4, § 5, ou à l'article 5, selon le cas, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique, au moins, et qui a été délivré :

- pour l'allemand, par le Goethe-Institut ;
- pour l'anglais, par le Cambridge Assessment English ou par le British Council ;
- pour le français, par le ministère français de l'Éducation nationale ;
- pour le néerlandais, par les centres d'examens agréés organisant le Certificaat Nederlands als Vreemde Taal (CNaVT) sous l'égide de la Nederlandse Taalunie.

§ 2. Un candidat fournit la preuve de sa connaissance suffisante de la langue française :

1° si le diplôme qui est à la base de son recrutement en fait mention ;

2° ou s'il produit la preuve de sa connaissance approfondie de la langue française telle que visée au présent article § 1^{er} ;

3° ou s'il produit un certificat constatant qu'il a réussi un examen sur la connaissance suffisante de cette langue devant un jury institué par le décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique ;

4° ou s'il a obtenu une attestation de réussite délivrée par le SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale - qui atteste la connaissance de cette langue au niveau requis et défini au regard du Cadre européen commun de référence pour les langues, tel que visé à l'article 4, § 4, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique, au moins ;

5° ou s'il a obtenu un diplôme, un certificat ou une attestation de réussite délivré par tout organe reconnu par une des Communautés de Belgique, qui atteste la connaissance de cette langue au niveau requis et défini au regard du Cadre européen commun de référence pour les langues, tel que visé à l'article 4, § 4, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique, au moins ;

6° ou s'il a obtenu un diplôme, un certificat ou une attestation de réussite, qui atteste la connaissance de cette langue au niveau requis et défini au regard du Cadre européen commun de référence pour les langues, tel que visé à l'article 4, § 4, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique au moins, délivré par le ministère français de l'Éducation nationale.

§ 3. Un candidat fournit la preuve de sa connaissance fonctionnelle de la langue française :

1° s'il produit la preuve de sa connaissance approfondie ou suffisante de la langue française telle que visée au présent article, §§ 1^{er} et 2 ;

2° ou s'il produit un certificat constatant qu'il a réussi un examen sur la connaissance fonctionnelle de cette langue devant un jury institué par le décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique ;

3° ou s'il exerce des fonctions d'instituteur ou de professeur de cours généraux chargés de cours en langue d'immersion et qu'il a obtenu au moins 50 % des points attribués à l'épreuve orale de l'examen de connaissance suffisante de la langue de l'enseignement visée précédemment à l'article 20, § 3, du décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques ;

4° ou s'il a obtenu une attestation de réussite délivrée par le SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale - qui atteste la connaissance de cette langue au niveau requis et défini au regard du Cadre européen commun de référence pour les langues, tel que visé à l'article 4, § 3, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique, au moins ;

5° ou s'il a obtenu un diplôme, un certificat ou une attestation de réussite délivré par tout organe reconnu par une des Communautés de Belgique, et qui atteste la connaissance de cette langue au niveau requis et défini au regard du Cadre européen commun de référence pour les langues, tel que visé à l'article 4, § 3, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique, au moins ;

6° ou s'il a obtenu un diplôme, un certificat ou une attestation de réussite qui atteste la connaissance de cette langue au niveau requis et défini au regard du Cadre européen commun de référence pour les langues, tel que visé à l'article 4, § 3, du décret relatif à l'organisation des jurys en charge des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique, au moins, délivré par le ministère français de l'Éducation nationale. ».

Art. 37. Dans l'article 7, alinéa 5, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets des 17 juillet 2003 et 3 février 2006, les mots « : 1° pour le néerlandais et l'allemand, par le certificat de connaissance approfondie visé à l'article 24 du décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques; 2° pour l'anglais, par un certificat de connaissance approfondie dont le Gouvernement organise la délivrance. » sont remplacés par les mots « : pour le néerlandais, l'anglais et l'allemand, par le certificat de connaissance approfondie tel que visé à l'article 5, § 3, du décret relatif à l'organisation des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique. ».

Art. 38. Dans l'article 5, alinéa 1, 2°, de l'arrêté royal du 5 mai 1958 instituant un jury spécial chargé de la délivrance du certificat de capacité aux fonctions de maitre spécial d'éducation physique dans les écoles primaires, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001, les mots « 2° à 3,75 EUR (150 BEF), pour l'examen linguistique complémentaire. » sont remplacés par les mots « 2° à 25 euros, pour l'examen linguistique complémentaire tel que visé par le décret relatif à l'organisation des examens linguistiques et portant diverses mesures sur la capacité linguistique. ».

Art. 39. Dans l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 1975 fixant le programme d'examens linguistiques pour les professeurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique, les mots : « connaissance approfondie de la langue française » sont remplacés par les mots « connaissance suffisante de la langue française ».

CHAPITRE II. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 40. L'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement est abrogé.

Art. 41. Les alinéas 1 et 2 de l'article 4, § 2, du même décret, tel que modifié par le décret du 28 mars 2019, sont abrogés.

Art. 42. L'article 4bis, § 2, du même décret, tel que modifié par le décret du 28 mars 2019, est abrogé.

Art. 43. Le décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques, tel que modifié par les décrets du 13 décembre 2007 et du 28 mars 2019, est abrogé.

Art. 44. L'arrêté royal du 22 avril 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques pour les professeurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique tel que modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1971 et par les arrêtés du gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 et du 17 juillet 2019, est abrogé.

Art. 45. L'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif au mode de preuve de la connaissance fonctionnelle de la langue française, modifié par les décrets du 3 février 2006 et du 3 mai 2019, est abrogé, à l'exception de l'article 1^{er}.

Art. 46. L'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à l'organisation des examens menant à l'octroi du certificat de connaissance approfondie d'une langue en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion, tel que modifié par les arrêtés du gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juillet 2005 et du 28 mars 2013, est abrogé.

Art. 47. L'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2019 fixant les modalités d'octroi des indemnités de vacation allouées aux membres, Présidents et experts de la Commission d'examen de langue française, de la Commission d'examen de langue néerlandaise, de la Commission d'examen de langue allemande, de la Commission de langue anglaise, du jury habilité à délivrer le certificat de connaissance approfondie d'une langue en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion, de la commission d'examen linguistique pour les professeurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique, de la Commission d'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger et de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes, est abrogé.

Art. 48. L'arrêté ministériel du 2 septembre 1975 fixant le programme d'examens linguistiques pour les professeurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique tel que modifié par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001, est abrogé, à l'exception de l'article 5.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

Art. 49. Un certificat de connaissance approfondie, suffisante ou fonctionnelle de la langue française ou un certificat de connaissance approfondie d'une seconde langue pour l'enseignement dans les écoles primaires ou un certificat de connaissance approfondie de la langue de l'immersion, obtenu avant l'entrée en vigueur du présent décret est réputé avoir été délivré selon les dispositions du présent décret.

CHAPITRE IV. — *Entrées en vigueur*

Art. 50. Le présent décret entre en vigueur pour l'année scolaire et académique 2023- 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 avril 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 520-1. — Amendement(s) en commission, n° 520-2. — Rapport de commission, n° 520-3. — Texte adopté en séance plénière, n° 520-4

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 12 avril 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/42216]

13 APRIL 2023. — Decreet betreffende de organisatie van de examencommissies voor taalexamens en houdende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — INLEIDENDE BEPALINGEN**HOOFDSTUK I. — Definities**

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

- 1° Administratie: de Algemene Directie Hoger Onderwijs binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 2° ERK: Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor talen: leren, onderwijzen, beoordelen, bekendgemaakt door de Raad van Europa in 2001;
- 3° Wetboek : Wetboek van het basis- en secundair onderwijs ;
- 4° decreet van 20 december 2001: decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten);
- 5° decreet van 7 november 2013: decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het landschap van het hoger onderwijs en de academische organisatie van de studies;
- 6° decreet van 11 april 2014: decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 7° proef: mondeling of schriftelijk deel van het taalexamen ;
- 8° de instellingen voor kunstonderwijs: de hogere kunstschole bedoeld in het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs en de instellingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan bedoeld in het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 9° examens F1, F2, F3, F4: examens op verschillende niveaus van kennis (functioneel, voldoende of grondig) van de Franse taal als bedoeld in artikel 4;
- 10° taalexamen: een geheel van ten hoogste twee proeven ter beoordeling van de taalvaardigheid van een kandidaat, gedefinieerd door een te bereiken niveau ten opzichte van de gemeenschappelijke referentieniveaus van het ERK;
- 11° werkdag: alle dagen behalve wettelijke feestdagen, zondagen en zaterdagen.
- 12° examencommissie: examencommissie belast met de organisatie van taalexamens, zoals bedoeld in artikel 3;
- 13° onderwijstaal: taal bedoeld in artikel 4 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs;
- 14° wet van 30 juli 1963: wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs;
- 15° niveau van de proef: niveau van taalvaardigheid dat moet worden bereikt om te slagen voor een proef die is vastgesteld met betrekking tot de gemeenschappelijke referentieniveaus van het ERK;
- 16° administratief, leidend en onderwijzend personeel: personeel bedoeld in artikel 13 van de wet van 30 juli 1963;
- 17° afdelingen ALL2, ANG2, NDL2: afdelingen van de examencommissie belast met de organisatie van het examen grondige kennis van het Duits, Engels of Nederlands, voor het onderwijs in één van deze talen als tweede taal in het lager onderwijs bedoeld in artikel 5 ;
- 18° afdelingen ALL1, ANG1, NDL1: afdelingen van het bestuur belast met de organisatie van het examen grondige kennis van de Duitse, Engelse of Nederlandse taal, met het oog op de uitoefening van een ambt als personeelslid belast met taalbadcursussen als bedoeld in artikel 6;
- 19° bekwaamheidsbewijs: bekwaamheidsbewijs zoals bedoeld in het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in het decreet van 20 december 2001 en in het decreet van 11 april 2014 voornoemd.

Art. 2. Het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende bekwaamheidsbewijzen en ambten is epiceen om de leesbaarheid van de tekst te waarborgen, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 14 oktober 2021 betreffende de versteviging van de vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten, graden of bekwaamheidsbewijzen en betreffende niet-discriminerende goede praktijken met betrekking tot het gender in officiële of formele mededelingen.

HOOFDSTUK II. — Doel

Art. 3. Drie examencommissies worden door de Administratie opgericht om te voldoen aan de taalkundige verplichtingen in het onderwijs van de Franse Gemeenschap:

- 1° de examencommissie belast met de organisatie van het examen functionele, voldoende of grondige kennis van de Franse taal als bedoeld in artikel 4;
- 2° de examencommissie belast met de organisatie van het examen van grondige kennis van het Duits, het Engels of het Nederlands, voor het onderwijs in een van deze talen als tweede taal in het lager onderwijs zoals bedoeld in artikel 5;
- 3° de examencommissie belast met de organisatie van het examen van grondige kennis van de Duitse, Engelse of Nederlandse taal, met het oog op het uitoefenen van een ambt als personeelslid belast met de in artikel 6 bedoelde taalbadcursussen.

Tenzij anders is bepaald, gelden alle bepalingen van dit decreet voor alle drie de examencommissies.

Art. 4. § 1. De examencommissie belast met de examens functionele, voldoende of grondige kennis van de Franse taal organiseert deze examens. Deze examencommissie organiseert vier examens van verschillend niveau overeenkomstig de tabellen opgenomen in de paragrafen 3, 4 en 5 van dit artikel.

§ 2. Deze examencommissie is bestemd voor:

1° houders van een bekwaamheidsbewijs om te werken als lid van het directeurs-, onderwijzend en administratief personeel van de onderwijsinstellingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 30 juli 1963;

2° de niet onder 1° bedoelde personen die een ambt vervullen als lid van het bestuurs-, onderwijzend en administratief personeel van de in artikel 1 van de wet van 30 juli 1963 bedoelde onderwijsinstellingen.

§ 3. Deze tabel bepaalt voor het examen van de functionele kennis van de Franse taal voor leerkrachten die les geven in de taal van het taalbad:

- de code van het examen;
- het ERK-niveau van de schriftelijke proef;
- het ERK-niveau van de mondelinge proef.

Code van het examen	Niveau van de schriftelijke proef	Niveau van de mondelinge proef
F1	Niet van toepassing.	B1

§ 4. Deze tabel bevat het examen van voldoende kennis van de Franse taal voor docenten in een instelling voor kunstonderwijs en voor docenten in andere moderne talen dan het Frans:

- de code van het examen;
- het ERK-niveau van de schriftelijke proef;
- het ERK-niveau van de mondelinge proef.

Code van het examen	Niveau van de schriftelijke proef	Niveau van de mondelinge proef
F2	B1	B2

§ 5. Deze tabel bevat de eisen voor elk examen over grondige kennis van de Franse taal voor leden van het administratief en bestuurspersoneel of voor andere dan de in §§ 3 en 4 bedoelde leden van het onderwijzend personeel:

- de code van het examen;
- het beoogde ambt;
- het ERK-niveau van de schriftelijke proef;
- het ERK-niveau van de mondelinge proef.

Code van het examen	Doelambt	Niveau van de schriftelijke proef	Niveau van de mondelinge proef
F3	Administratief personeelslid	B2	B2
F4	bestuurs- of onderwijzend personeel	C1	C1

§ 6. Degene die een bekwaamheidsbewijs bezit als bedoeld in artikel 15, §§ 1, 2 en 3 van de wet van 30 juli 1963 is vrijgesteld van het afleggen van het examen functionele, voldoende of grondige kennis van de Franse taal.

Art. 5. § 1. De examencommissie belast met het examen van grondige kennis van een taal die als tweede taal in het lager onderwijs wordt onderwezen, organiseert dat examen.

Deze examencommissie bestaat uit drie delen:

- 1° het Duitstalige gedeelte;
- 2° het Engelstalige gedeelte;
- 3° het Nederlandstalige gedeelte.

§ 2. Deze examencommissie is bestemd voor:

- houders van een bekwaamheidsbewijs om het ambt van leraar tweede taal te vervullen in het lager onderwijs waar het onderwijzen van een tweede taal wettelijk verplicht is;
- voor deze ambten aangeworven leden van het onderwijzend personeel;
- van studenten ingeschreven in het laatste studiejaar dat leidt tot de academische graad van bachelor: leraar lager onderwijs.

§ 3. Deze tabel geeft voor elk gedeelte van deze examencommissie:

- de code van de afdeling;
- het beoogde ambt;
- het ERK-niveau van de schriftelijke proef;
- het ERK-niveau van de mondelinge proef.

Gedeeltecode	Doelambt	Niveau van de schriftelijke proef	Niveau van de mondelinge proef
ALL2	Leraar tweede taal - Duitse taal	B1	B2
ENG2	Leraar tweede taal - Engelse taal	B1	B2

Gedeeltecode	Doelambt	Niveau van de schriftelijke proef	Niveau van de mondelinge proef
NLD2	Leraar tweede taal - Nederlandse taal	B1	B2

§ 4. De houder van een bekwaamheidsbewijs als bedoeld in artikel 15, § 1, van de wet van 30 juli 1963 is vrijgesteld van het afleggen van het examen van grondige kennis van de tweede taal in het lager onderwijs.

Art. 6. § 1. De examencommissie belast met het examen grondige kennis van een taal van het taalbadonderwijs organiseert dat examen.

Deze examencommissie bestaat uit drie delen:

- 1° het Duitstalige gedeelte;
- 2° het Engelstalige gedeelte;
- 3° het Nederlandstalige gedeelte.

§ 2. Deze examencommissie is bedoeld voor docenten taalbadtaal en voor iedereen die zijn grondige kennis van een van de talen van het taalbadonderwijs wil aantonen.

§ 3. Deze tabel geeft voor elk gedeelte van deze examencommissie:

- de code van het gedeelte;
- het ERK-niveau van de schriftelijke proef;
- + het ERK-niveau van de mondelinge proef.

Sectiecode	Niveau van de schriftelijke proef	Niveau van de mondelinge proef
ALL1	C1	C1
ENG1	C1	C1
NLD2	C1	C1

§ 4. Een persoon is vrijgesteld van het afleggen van het examen van grondige kennis van een taal van het taalbadonderwijs indien hij:

1° een bekwaamheidsbewijs als bedoeld in artikel 1, 19° van dit decreet, afgeleverd in de taal van het taalbad, om het ambt van taaldocent uit te oefenen;

2° een buitenlandse bekwaamheidsbewijs afgegeven in de taal van het taalbad, die het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van gelijkwaardigheid met de bevoegdheid bedoeld in 1° van dit artikel met toepassing van het decreet van 7 november 2013 of van een vroegere wettelijke bepaling, of die het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot erkenning van beroepsbevoegdheden voor de uitoefening van het ambt met toepassing van het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van beroepsbevoegdheden voor de uitoefening van onderwijsambten in instellingen voor kleuter-, lager-, gewoon en gespecialiseerd secundair, artistiek, sociaal promotie- en niet-universitair hoger onderwijs, artistiek secundair met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap, of van een vroegere wetsbepaling;

3° een getuigschrift van hoger secundair onderwijs of een ander in België uitgereikt getuigschrift van bachelor of master in de taal van het taalbad of een buitenlands bekwaamheidsbewijs dat het voorwerp uitmaakt van een beslissing van gelijkwaardigheid met ten minste het diploma van hoger secundair onderwijs uitgereikt in de taal van het taalbad;

4° een getuigschrift van grondige kennis van de Nederlandse taal afgegeven door de Vlaamse Gemeenschap voor taalbadcursussen in de Nederlandse taal;

5° een getuigschrift van grondige kennis van de Duitse taal afgegeven door de Duitstalige Gemeenschap voor taalbadcursussen Duits;

6° een getuigschrift van het met goed gevolg afleggen van de onderwijseenheid als bedoeld in artikel 13 van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs inzake sociale promotie en overeenstemmend met een "gevorderd" niveau van taalverwerving, ingedeeld in het domein van de talen, letterkunde en vertaling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en stelsel 1, indien hij houder is van een voor het overeenkomstige ambt vereiste bekwaamheidsbewijs;

7° een attest van het succesvol voltooien van de onderwijseenheid zoals bepaald in artikel 13 van het voornoemde decreet van 16 april 1991 en overeenstemmend met een "gevorderd" niveau van verwerving van taalvaardigheden, ingedeeld op het niveau van het hoger secundair overgangsonderwijs van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, indien hij beschikt over een voldoende bekwaamheidsbewijs of een tekort bestaat voor het overeenstemmende ambt;

8° een masterdiploma moderne taal- en letterkunde als bedoeld in het decreet van 7 november 2013 of in uitvoering van een eerdere wettelijke bepaling, alsook elke variant van deze academische graad, zoals bepaald in artikel 2, § 1, 19°, van het decreet van 11 april 2014, met in hun paren een van de taalbadtalen bedoeld in artikel 1.8.3-3, eerste lid, 1°, van het Wetboek;

9° een masterdiploma vertalen of een masterdiploma tolken als bedoeld in het decreet van 7 november 2013 of in uitvoering van een eerdere wettelijke bepaling, alsook elke variant van deze academische graden, zoals bepaald in artikel 2, § 1, 19°, van het decreet van 11 april 2014, met in hun paren een van de taalbadtalen bedoeld in artikel 1.8.3-3, eerste lid, 1°, van het Wetboek ;

10° een master in het onderwijs, afdeling 4: moderne talen, in een van de taalbadtalen bedoeld in artikel 1.8.3-3, eerste lid, 1°, van het Wetboek, bedoeld in bijlage II van het decreet van 7 november 2013 of met toepassing van een eerdere wettelijke bepaling;

een masterdiploma in het onderwijs, afdeling 1, 2 of 3, met een taalkundige oriëntatie in het Nederlands, Duits of Engels, zoals bedoeld in bijlage II van voornoemd besluit van 7 november 2013 of in toepassing van een eerdere wettelijke bepaling ;

11° een door het SELOR - Selectiebureau van de Federale Overheid - afgeleverd getuigschrift van kennis van het Duits, het Engels of het Nederlands, ten minste op niveau C1 van het ERK;

12° een diploma, getuigschrift of attest afgegeven door een door een van de Belgische Gemeenschappen erkende instelling, waaruit blijkt dat de kennis van het Duits, het Engels of het Nederlands minstens op het niveau van het ERK C1 ligt;

13° een diploma of een getuigschrift of een attest van kennis van het Duits, het Engels of het Nederlands van ten minste CERCL-niveau C1, afgegeven :

- voor het Duits, door het Goethe-Institut;

- voor het Engels, door Cambridge Assessment English of de British Council;

- voor het Nederlands, door de erkende examen centra die het Getuigschrift Nederlands als Vreemde Taal (CNaVT) organiseren onder auspiciën van de Nederlandse Taalunie.

TITEL II. — ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — Taalexamens en hun nadere regels

Art. 7. De administratie is verantwoordelijk voor de bekendmaking van de oproep tot kandidaten in het *Belgisch Staatsblad*, minstens één keer per school- of academiejaar, voor elk taalexamen.

De oproep voor kandidaten bevat:

1° de praktische regelingen voor het betrokken taalexamen, met inbegrip van de inschrijvingsprocedure en de mogelijkheid van redelijke aanpassingen van het taalexamen, overeenkomstig artikel 3, 9°, van het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie;

2° de beoordeelde vaardigheden en de voorwaarden voor het slagen voor het taalexamen.

Art. 8. Het inschrijvingsgeld voor elk taalexamen wordt vastgesteld op 25 euro.

Art. 9. Elk taalexamen wordt uitsluitend afgenomen in de te beoordelen taal.

Art. 10. § 1. Voor de taalexamens F2, F3, F4, zoals bedoeld in artikel 4, §§ 4 en 5, voor de examens van de gedeelten ALL 1, ANG 1, NDL 1, bedoeld in artikel 6, § 3, alsmede voor de examens van de gedeelten ALL 2, ANG 2 en NDL 2, bedoeld in artikel 5, § 3, worden vijf vaardigheden beoordeeld door middel van een schriftelijke en een mondelinge proef:

1° mondeling begrip;

2° begrijpend lezen;

3° mondelinge productie;

4° mondelinge interactie;

5° schriftelijke productie.

§ 2. Voor het examen F1 bedoeld in artikel 4, § 3, worden drie competenties beoordeeld via een mondelinge proef:

1° begrijpend lezen;

2° mondelinge productie;

3° mondelinge interactie.

Art. 11. Elke kandidaat wordt beoordeeld door twee examencommissieleden voor de schriftelijke proef en door minstens twee examencommissieleden voor de mondelinge proef.

Art. 12. § 1. De schriftelijke proeven duren ten hoogste drie uur.

§ 2. De mondelinge proeven duren maximaal 30 minuten.

Art. 13. § 1. De mondelinge proeven zijn openbaar. Het publiek mag op geen enkele wijze het goede verloop ervan verstoren door interactie met de leden van de examencommissie of met de kandidaten.

§ 2. Het openbare karakter van de schriftelijke proeven houdt in dat de kandidaten de verbeterde examens op verzoek kunnen inzien bij de secretaris van de examencommissie.

Art. 14. § 1. Om voor het taalexamen te slagen moet de kandidaat voor elke proef het in de onderstaande tabellen aangegeven niveau bereiken:

- in artikel 4, paragrafen 3, 4 en 5, voor de examens F1, F2, F3 en F4;

- in artikel 5, paragraaf 3, voor het examen van de gedeelten ALL2, ANG2, NLD2 ;

- in artikel 6, paragraaf 3, voor het examen van de gedeelten ALL1, ANG1, NLD1.

§ 2. Een kandidaat moet de proef die hij tijdens een vorige zitting met succes heeft afgelegd niet meer afleggen.

Art. 15. Het resultaat van het taalexamen en, in voorkomend geval, het getuigschrift van slagen worden door de voorzitter van de examencommissie binnen een termijn van maximaal 30 werkdagen na de datum van de beraadslaging per aangetekend schrijven meegedeeld.

Art. 16. De Regering bepaalt het model van het slaaggetuigschrift voor elke examencommissie.

HOOFDSTUK II. — *Examencommissie nadere regels**Afdeling 1. — De voorzitter*Onderafdeling 1. — *Ambtstermijn en hoedanigheid*

Art. 17. § 1. Elke examencommissie heeft een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter.

§ 2. De Regering benoemt de voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

Wanneer de ambtstermijn echter afloopt tijdens een zitting voor taalexamens, wordt deze automatisch verlengd tot de dertigste werkdag na de beraadslaging.

In geval van een vacature vóór het verstrijken van de ambtstermijn van de voorzitter treedt de plaatsvervangend voorzitter op als voorzitter totdat een nieuwe voorzitter is benoemd.

§ 3. De voorzitter en zijn plaatsvervanger worden gekozen uit de personeelsleden van het bestuur die in het bezit zijn van een diploma van hoger onderwijs van de tweede cyclus.

Onderafdeling 2. — *Opdracht en plicht tot onpartijdigheid*

Art. 18. De voorzitter heeft als opdracht:

- 1° de datum van de proeven en van de vergaderingen van elke examencommissie vast te stellen;
- 2° de leden en de kandidaten bijeen te roepen;
- 3° de regelmatigheid van de verrichtingen te waarborgen;
- 4° alle nodige maatregelen te treffen voor de organisatie van de proeven;
- 5° de beraadslagingen voorzitten zonder aan de stemming deel te nemen, behalve in het geval bedoeld in artikel 30;
- 6° de resultaten van elke taalproef mee te delen overeenkomstig artikel 15.

Art. 19. De voorzitter mag de beraadslaging niet bijwonen wanneer de kandidaat:

- 1° een echtgenoot, een samenwonende, een verwant of een bondgenoot tot en met de vierde graad is;
- 2° in welke vorm dan ook door de voorzitter wordt onderwezen;
- 3° een professionele relatie onderhoudt met de voorzitter binnen de administratie.

Indien de voorzitter zich in een van de in het vorige lid bedoelde gevallen bevindt, wordt hij vervangen door zijn plaatsvervanger. Indien deze verhinderd is, wordt hij vervangen door het oudste aanwezige lid.

*Afdeling 2. — Leden*Onderafdeling 1. — *Aantal, ambtstermijn en hoedanigheid*

Art. 20. Elke examencommissie bestaat uit ten minste twaalf leden.

In afwijking van het vorige lid bestaan het onderdeel ALL2 belast met de organisatie van het examen over de kennis van een taal die als tweede taal in het lager onderwijs wordt onderwezen, bedoeld in artikel 5, en het onderdeel ALL1 van de examencommissie belast met de organisatie van het examen over de kennis van een taal van het taalbadonderwijs, bedoeld in artikel 6, uit ten minste zes leden.

Art. 21. De Regering benoemt de leden van elke examencommissie voor een periode van vier jaar, die kan worden verlengd.

Wanneer de ambtstermijn echter afloopt tijdens een zitting voor taalexamens, wordt deze automatisch verlengd tot de dertigste werkdag na de beraadslaging.

Art. 22. De leden moeten lid zijn of zijn geweest van het bestuurs- of onderwijzend personeel.

De leden moeten beschikken over een bekwaamheidsbewijs dat vereist of voldoende is voor een ambt als lid van het onderwijzend personeel in de taal of in de taal van het taalexamen.

Onderafdeling 2. — *Opdracht en plicht tot onpartijdigheid*

Art. 23. § 1. De leden hebben tot opdracht:

- 1° deel te nemen aan de voorbereiding van de proeven, inzonderheid door de keuze van de gebruikte documenten en media;
- 2° de kandidaten de proeven te laten afleggen en de desbetreffende evaluatieroosters te laten invullen;
- 3° de cijfers en evaluatieroosters aan de secretaris door te geven;
- 4° deel te nemen aan de beraadslagingen.

§ 2. Geen enkel lid mag een proef afnemen, deelnemen aan de beraadslaging of bijdragen tot enige beslissing indien de kandidaat:

- 1° een echtgenoot, een samenwonende, een verwant of een bondgenoot tot en met de vierde graad is;
- 2° van dat lid instructies in welke vorm dan ook ontvangt;
- 3° een professionele relatie met het lid heeft binnen dezelfde instelling.

Onderafdeling 3. — Verblijfsvergoeding, reiskosten en vacatiegeld

Art. 24. De leden genieten:

- 1° een verblijfsvergoeding, in voorkomend geval, overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de vergoedingen en tegemoetkomingen van de personeelsleden van de federale overheidsdienst;
- 2° een eventuele reiskostenvergoeding overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende de algemene regeling van de reiskosten;
- 3° vacatiegeld van 50 euro per dag.

Afdeling 3. — De secretaris

Onderafdeling 1. — Ambtstermijn en hoedanigheid

Art. 25. § 1. Elke examencommissie heeft een secretaris en een plaatsvervangend secretaris.

§ 2. De Regering benoemt de secretaris voor een periode van twee jaar, die kan worden hernieuwd.

De secretaris wordt gekozen uit de leden van het onderwijzend personeel van het secundair onderwijs. Hem wordt daartoe verlof wegens opdracht verleend.

§ 3. De Regering benoemt de plaatsvervangend secretaris voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

Wanneer de ambtstermijn echter afloopt tijdens een zitting voor taalexamen, wordt deze van amtswege verlengd tot de dertigste werkdag na de beraadslaging.

De plaatsvervangend secretaris wordt gekozen uit het personeel van de Administratie dat ten minste houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van de eerste cyclus.

Art. 26. In geval van vacature in het ambt van secretaris vóór het verstrijken van een ambtstermijn, neemt de plaatsvervangend secretaris het ambt van secretaris waar tot de benoeming van een nieuwe secretaris.

Onderafdeling 2. — Opdrachten

Art. 27. De opdrachten van de secretaris zijn:

- 1° instructies opstellen over de organisatie van de proeven alsook de inschrijving ervoor;
- 2° oproepen tot kandidaten opstellen en bekendmaken;
- 3° sollicitaties beheren;
- 4° het voorbereiden en organiseren van examens en beraadslagingen;
- 5° de sessies afsluiten;
- 6° de voorzitter bijstaan in zijn opdrachten bedoeld in artikel 18, 1°, 2°, 3°, 4° en 6°;
- 7° de beoordeelde competenties en de voorwaarden voor het slagen voor de taalexamen, bedoeld in de artikelen 9 tot en met 14, meedelen.

Afdeling 4. — Aanwezigheidsquorum, beslissing en beraadslagingsprocedure van de examencommissies

Art. 28. Elke examencommissie mag slechts geldig beraadslagen indien:

- 1° de voorzitter aanwezig is, onverminderd artikel 19;
- 2° de meerderheid van de leden die aan de proeven hebben deelgenomen, aanwezig is.

Art. 29. Elke examencommissie beraadslaagt achter gesloten deuren over alle door elke kandidaat voorgelegde proeven, alsmede over elke door de voorzitter of door een lid voorgelegde vraag.

Art. 30. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter vereist.

De notulen van de beraadslagingen worden ondertekend door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden. Zij worden gedurende 30 jaar bij de administratie bewaard.

Afdeling 5. — Huishoudelijk reglement

Art. 31. Elke examencommissie kan haar huishoudelijke reglement vaststellen.

HOOFDSTUK III. — *Verwerking van persoonsgegevens*

Art. 32. § 1. De Administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (Algemene verordening gegevensbescherming).

§ 2. De Administratie verzamelt, codeert en verwerkt de gegevens bedoeld in § 3. De gegevens worden verwerkt met het oog op:

- 1° de inschrijving van de kandidaat voor een taalexamen;
- 2° de ontvankelijkheid en de volledigheid van de inschrijving te onderzoeken;
- 3° het identificeren van de aanvrager die zich inschrijft;
- 4° alle nuttige informatie per post, e-mail en telefoon aan de kandidaat mee te delen (inzonderheid de instructies voor het examen, de resultaten van het examen en, in geval van slagen, het getuigschrift).

§ 3. De verwerkte gegevens zijn de persoonsgegevens van de aanvrager die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, zoals de identificatiegegevens van de aanvrager, de contactgegevens en de gegevens met betrekking tot zijn diploma('s), namelijk: naam, voornaam, postadres, geboortedatum en -plaats, telefoonnummer, e-mailadres en gegevens met betrekking tot de bekwaamheidsbewijzen waarover de kandidaten beschikken.

§ 4. De personen die betrokken zijn bij het verzamelen van gegevens zijn de personen bedoeld in artikel 4, § 2, artikel 5, § 2 of artikel 6, § 2 van dit decreet.

§ 5. De gegevens van de personen worden bewaard gedurende vijf jaar vanaf de datum van indiening van het verzoek, met uitzondering van de notulen van de beraadslagingen bedoeld in artikel 30 van dit decreet.

§ 6. De in paragraaf 3 bedoelde categorieën gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

TITEL III. — SLOTBEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 33. Artikel 1, eerste lid, van de wet van 30 juli 1963 op de taalregeling in het onderwijs wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 1 - Deze wet is van toepassing op:

- 1° het kleuteronderwijs;
- 2° het lager onderwijs;
- 3° het secundair onderwijs;
- 4° het niet-universitair hoger onderwijs;
- 5° de instellingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;
- 6° op psycho-medisch-sociale centra;
- 7° op internaten en opvangtehuizen".

Art. 34. In dezelfde wet wordt een artikel 3 bis ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 3 bis.- Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° grondige kennis van de Franse taal: taalbeheersingsniveaus B2 en C1 als bedoeld in artikel 4, § 5, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid;

2° voldoende kennis van de Franse taal: taalbeheersingsniveau B1 en B2 als bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid;

3° functionele kennis van de Franse taal: niveau van taalvaardigheid B1 bedoeld in artikel 4, § 3, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid;

4° grondige kennis van de tweede taal: taalbeheersingsniveaus B1 en B2 zoals bedoeld in artikel 5, § 3, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid.

Art. 35. Artikel 13, tweede lid, van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij het decreet van 28 maart 2019, wordt vervangen door hetgeen volgt: "Voor leerkrachten moderne talen andere dan de onderwijstaal en voor leerkrachten artistieke vakken in een instelling voor kunstonderwijs die in het bezit zijn van een bekwaamheidsbewijs in de zin van artikel 1, 19° van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, volstaat het bewijs van voldoende kennis van de onderwijstaal."

Art. 36. Artikel 15 van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij het decreet van 28 maart 2019, wordt vervangen door:

"Artikel 15. - § 1. De kandidaat moet het bewijs leveren van een grondige kennis van het Frans of van de tweede taal, naar gelang van het geval:

- 1° indien hij in deze taal het diploma heeft behaald waarop hij is aangeworven;
- 2° of als hij een getuigschrift van hoger secundair onderwijs in die taal heeft behaald;
- 3° of indien hij een diploma van hoger onderwijs, een bachelordiploma, een masterdiploma of een doctoraat in die taal heeft behaald met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het landschap van het hoger onderwijs en de academische organisatie van de studies of bij toepassing van een vroegere wettelijke bepaling;
- 4° of indien hij een onderwijsbevoegdheid in die taal heeft behaald die hem het recht geeft les te geven in het secundair onderwijs of in het secundair onderwijs met beperkt leerplan;
- 5° of indien hij een attest overlegt waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor een examen over de grondige kennis van deze taal voor een examencommissie ingesteld bij het decreet houdende de organisatie van de examencommissies belast met de taalexamens en houdende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid;
- 6° of indien hij een door SELOR - het selectiebureau van de federale overheid - afgeleverd getuigschrift heeft behaald waaruit blijkt dat hij deze taal beheerst op het vereiste niveau bepaald in het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen, zoals bedoeld in artikel 4, § 5, respectief artikel 5, § 3, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, ten minste;

7° of indien hij een diploma, getuigschrift of slaagattest heeft behaald, uitgereikt door een door een van de Gemeenschappen van België erkende instelling, dat getuigt van kennis van die taal op het vereiste niveau en gedefinieerd ten aanzien van het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen, zoals bedoeld in artikel 4, vijfde paragraaf, of artikel 5, naargelang het geval, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, ten minste;

8° of indien hij een diploma, getuigschrift of slaagattest heeft behaald waaruit blijkt dat hij deze taal beheerst op het vereiste niveau bepaald in het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen, bedoeld in artikel 4, vijfde paragraaf, of artikel 5, al naargelang het geval, van het decreet houdende de organisatie van taalexamencommissies en houdende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, en dat is afgegeven:

- voor het Duits, door het Goethe-Institut;
- voor het Engels, door de Cambridge Assessment English of de British Council;
- voor het Frans, door het Franse Ministerie van Onderwijs;
- voor het Nederlands, door de erkende examen centra die het Getuigschrift Nederlands als Vreemde Taal (CNaVT) organiseren onder auspiciën van de Nederlandse Taalunie.

§ 2. Een kandidaat levert het bewijs van voldoende kennis van de Franse taal:

1° indien het diploma waarop hij is aangeworven dit vermeldt;

2° of indien hij het bewijs levert van zijn grondige kennis van de Franse taal als bedoeld in dit artikel § 1;

3° of indien hij een getuigschrift overlegt waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor een examen over de voldoende kennis van deze taal voor een examencommissie ingesteld bij het decreet houdende de organisatie van examencommissies belast met taalexamens en houdende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid;

4° of indien hij een door het SELOR - Selectiebureau van de Federale Overheid - afgeleverd getuigschrift van de kennis van deze taal op het vereiste niveau en gedefinieerd ten aanzien van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen, zoals bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, heeft behaald, ten minste;

5° of indien hij een diploma, getuigschrift of slaagattest heeft behaald, uitgereikt door een door een van de Gemeenschappen van België erkende instelling, dat getuigt van kennis van die taal op het vereiste niveau en gedefinieerd met betrekking tot het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen, bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, ten minste;

6° of indien hij een diploma, een getuigschrift of een slaagattest heeft behaald waaruit blijkt dat hij die taal beheerst op het vereiste niveau, vastgesteld in het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen, bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, uitgereikt door het Franse Ministerie van Onderwijs.

§ 3. Een kandidaat levert het bewijs van een functionele kennis van de Franse taal:

1° indien hij het bewijs levert van een grondige of voldoende kennis van de Franse taal als bedoeld in dit artikel, §§ 1 en 2;

2° of indien hij een getuigschrift voorlegt waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor een examen over de functionele kennis van deze taal voor een examencommissie die is ingesteld bij het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid bevat;

3° of indien hij werkt als leraar lager onderwijs of leraar algemene cursus belast met taalbadtaalcursussen en ten minste 50% van de punten heeft behaald op de mondelinge proef van het examen van voldoende kennis van de onderwijstaal bedoeld in artikel 20, § 3, van het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van taalexamens;

4° of indien hij een door het SELOR - Selectiebureau van de Federale Overheid - afgeleverd getuigschrift van de kennis van deze taal op het vereiste niveau en gedefinieerd ten aanzien van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen, zoals bedoeld in artikel 4, § 3, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, heeft behaald, ten minste;

5° of indien hij een diploma, getuigschrift of slaagattest heeft behaald, uitgereikt door een door een van de Gemeenschappen van België erkende instelling, waaruit de kennis van die taal blijkt op het vereiste niveau bepaald in het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen, bedoeld in artikel 4, § 3, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, ten minste;

6° of indien hij een diploma, een getuigschrift of een slaagattest heeft behaald waaruit blijkt dat hij die taal beheerst op het vereiste niveau, vastgesteld in het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen, bedoeld in artikel 4, § 3, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid, ten minste afgegeven door het Franse Ministerie van Onderwijs.

Art. 37. In artikel 7, vijfde lid, van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van het onderwijsreglement, zoals gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2003 en 3 februari 2006, worden de woorden " : 1° voor het Nederlands en het Duits, door het getuigschrift van grondige kennis bedoeld in artikel 24 van het decreet van 3 februari 2006 houdende de organisatie van de taalexamens; 2° voor het Engels, door een getuigschrift van grondige kennis dat de Regering laat afgeven. " vervangen door de woorden " : voor het Nederlands, Engels en Duits, door het getuigschrift van grondige kennis bedoeld in artikel 5, § 3, van het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid. "

Art. 38. In artikel 5, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 5 mei 1958 tot instelling van een bijzondere examencommissie belast met de afgifte van het bekwaamheidsgetuigschrift voor de ambten van buitengewoon leraar lichamelijke opvoeding in het lager onderwijs, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001, worden de woorden " 2° tegen 3,75 euro (150 BEF), voor het aanvullend taalexamen " vervangen door de woorden " 2° tegen 25 euro, voor het aanvullend taalexamen bedoeld in het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid. " worden vervangen door de woorden " 2° tegen 25 euro, voor het aanvullend taalexamen bedoeld in het decreet betreffende de organisatie van de examencommissies belast met taalexamens en betreffende diverse maatregelen inzake taalvaardigheid. ".

Art. 39. In artikel 5 van het ministerieel besluit van 2 september 1975 tot vaststelling van het programma van taalexamens voor leerkrachten kunstlessen worden de woorden "grondige kennis van de Franse taal" vervangen door de woorden "voldoende kennis van de Franse taal".

HOOFDSTUK II. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 40. Artikel 1 van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen inzake het taalonderwijs in onderdompeling en diverse maatregelen met betrekking tot het onderwijs wordt opgeheven.

Art. 41. De leden 1 en 2 van artikel 4, § 2, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 28 maart 2019, worden opgeheven.

Art. 42. Artikel 4bis, § 2, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 28 maart 2019, wordt opgeheven.

Art. 43. Het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van taalexamens, zoals gewijzigd bij de decreten van 13 december 2007 en 28 maart 2019, wordt opgeheven.

Art. 44. Het koninklijk besluit van 22 april 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens voor de leerkrachten van het kunstonderwijs, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1971 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 en 17 juli 2019, wordt opgeheven.

Art. 45. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de nadere regels om de functionele kennis van de Franse taal te bewijzen, zoals gewijzigd bij de besluiten van 3 februari 2006 en 3 mei 2019, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 1.

Art. 46. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de organisatie van de examens die leiden tot de toekenning van het getuigschrift van grondige kennis van een taal met het oog op het geven van taalbadcursussen, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juli 2005 en 28 maart 2013, wordt opgeheven.

Art. 47. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2019 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van een vacatievergoeding aan de leden, de Voorzitters en deskundigen van de Examencommissie Franse taal, de Examencommissie Nederlandse taal, de Examencommissie Duitse taal en de Commissie Engelse taal, de examencommissie die bevoegd is om het getuigschrift van grondige kennis van een taal uit te reiken met het oog op het onderwijzen van taalbadcursussen, de taalexamencommissie voor leraren artistieke vakken in het kunstonderwijs, de Commissie voor de gelijkwaardigheidsverklaring van in het buitenland uitgereikte bekwaamheidsbewijzen, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs en de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot onderwijsambten, wordt opgeheven.

Art. 48. Het ministerieel besluit van 2 september 1975 tot vaststelling van het programma van taalexamens voor leerkrachten kunstonderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 5.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

Art. 49. Een getuigschrift van grondige, voldoende of functionele kennis van de Franse taal of een getuigschrift van grondige kennis van een tweede taal voor het onderwijs in het lager onderwijs of een getuigschrift van grondige kennis van de taal van onderdompeling, verkregen vóór de inwerkingtreding van dit decreet, wordt geacht te zijn afgegeven overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 50. Dit besluit treedt in werking voor het school- en academiejaar 2023-2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 13 april 2023.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2022-2023*

Stukken van het Parlement. — Ontwerpdecreet, nr. 520-1. — Commissieamendement(en), nr. 520-2. — Commissieverlag, nr. 520-3. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering, nr. 520-4

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 12 april 2023